

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux modalités d'application du régime de quotas pour les récoltes 1995, 1996 et 1997 et du régime de primes dans le secteur du tabac brut;

Vu la concertation avec les Gouvernements régionaux;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de prolonger pour la récolte 1998 l'application des dispositions européennes réglementant le régime des quotas et des primes dans le secteur du tabac brut;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'intitulé de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux modalités d'application du régime de quotas pour les récoltes 1995, 1996 et 1997 et du régime de primes dans le secteur du tabac brut, les mots « et 1997 » sont remplacés par les mots « , 1997 et 1998 ».

Art. 2. Dans l'article 1^{er}, premier alinéa, deuxième tiret du même arrêté les mots « la récolte 1997 » sont remplacés par les mots « les récoltes 1997 et 1998 ».

Art. 3. Dans l'article 7, § 2, deuxième alinéa du même arrêté les mots « la récolte 1997 » sont remplacés par les mots « les récoltes 1997 et 1998 ».

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1998.

Art. 5. Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture
et des Petites et Moyennes Entreprises,
H. VAN ROMPUY

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de uitvoering van de quotaregeling voor de oogsten 1995, 1996 en 1997 en voor de toepassing van de premieregeling in de sector ruwe tabak;

Gelet op het overleg met de Gewestregeringen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de hoogdringendheid die wordt gemotiveerd door de noodzaak om voor de oogst 1998 de toepassing van de Europese voorschriften die de quota- en premieregeling in de sector ruwe tabak bepalen, te verlengen;

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het opschrift van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de uitvoering van de quotaregeling voor de oogsten 1995, 1996 en 1997 en voor de toepassing van de premieregeling in de sector ruwe tabak, worden de woorden « en 1997 » vervangen door de woorden « , 1997 en 1998 ».

Art. 2. In artikel 1, eerste lid, tweede gedachtestreep van hetzelfde besluit worden de woorden « oogst 1997 » vervangen door de woorden « oogsten 1997 en 1998 ».

Art. 3. In artikel 7, § 2, tweede lid van hetzelfde besluit worden de woorden « oogst 1997 » vervangen door de woorden « oogsten 1997 en 1998 ».

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1998.

Art. 5. Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
H. VAN ROMPUY

F. 99 — 3297

[C — 99/16241]

30 JUIN 1999. — Arrêté ministériel relatif à l'approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil du Fonds budgétaire des matières premières

Le vice-premier Ministre et Ministre du budget chargé de l'Agriculture et des Petites et Moyennes entreprises,

Vu la loi du 24 décembre 1976 relative aux propositions budgétaires 1976-1977, chapitre VI, section 1ère, modifiée par la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, chapitre VII, section 2.

Vu la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, modifiée par la loi du 24 décembre 1993 créant des fonds budgétaires et par la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, chapitre VII, section 3;

Vu l'arrêté royal du 19 août 1998 relatif à l'organisation, à la composition et au fonctionnement du Conseil du Fonds budgétaire des matières premières;

Vu la décision du Conseil du Fonds budgétaire des matières premières du 18 janvier 1999,

Arrête :

Article unique. Le règlement d'ordre intérieur du Conseil du Fonds budgétaire des matières premières, dont le texte est annexé au présent arrêté, est approuvé.

Bruxelles, le 30 juin 1999,

H. VAN ROMPUY

F. 99 — 3297

[C — 99/16241]

30 JUNI 1999. — Ministerieel besluit betreffende de goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Raad van het Begrotingsfonds voor de grondstoffen

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting, belast met Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Gelet op de wet van 24 december 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1976-1977, hoofdstuk VI, afdeling 1, gewijzigd bij de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, hoofdstuk VII, afdeling 2.

Gelet op de organieke wet van 27 december 1990 houdende de oprichting van begrotingsfondsen, gewijzigd bij de wet van 24 decembre 1993 tot oprichting van begrotingsfondsen en bij de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, hoofdstuk VII, afdeling 3.

Gelet op het koninklijk besluit van 19 augustus 1998 betreffende de organisatie, de samenstelling en de werkwijze van de Raad van het Begrotingsfonds voor de grondstoffen;

Gelet op de beslissing van de Raad van het Begrotingsfonds voor de grondstoffen van 18 januari 1999,

Besluit :

Enig artikel. Het huishoudelijk reglement van de Raad van het Begrotingsfonds voor de grondstoffen, waarvan de tekst bij dit besluit gevoegd is, wordt goedgekeurd.

Brussel, 30 juni 1999.

H. VAN ROMPUY

Annexe à l'arrêté ministériel du 30 juin 1999

Règlement d'ordre intérieur du Conseil du Fonds budgétaire des matières premières.

Article 1^{er}. Le Président du Conseil fixe l'endroit, le jour et l'heure de la réunion. Il fixe également l'ordre du jour.

Lorsque cinq membres au moins le demandent, il est tenu de réunir le Conseil dans les trente jours et d'inscrire à l'ordre du jour les points mentionnés dans la demande de réunion.

Art. 2. Le président ou, par ordre, un secrétaire convoque les membres du Conseil et les suppléants par simple lettre au moins sept jours ouvrables avant la réunion.

La convocation mentionne l'ordre du jour.

Le cas échéant, un dossier est joint à la convocation.

Art. 3. En cas d'urgence :

- soit le délai de convocation visé à l'article 2, 1^{er} alinéa est réduit à au moins 72 heures. Le cas échéant la convocation ainsi que l'ordre du jour sont communiqués aux membres ainsi qu'aux suppléants par télécopie du président ou, par ordre, d'un secrétaire;

- soit la consultation des membres effectifs est organisée par écrit.

Art. 4. Tout membre empêché d'assister à la réunion invite immédiatement son suppléant à l'y remplacer.

Art. 5. La présence d'un membre suppléant n'est autorisée qu'en cas d'absence du membre effectif correspondant.

Art. 6. La réunion ne peut délibérer sur des points qui ne sont pas mentionnés dans l'ordre du jour, sauf si, au sein des membres présents, il se trouve une majorité à la fois parmi les fonctionnaires et parmi les représentants de la profession qui approuve la modification de l'ordre du jour.

Art. 7. Le président ouvre et clôture les réunions. Il conduit les débats et organise les votes si le consensus n'est pas atteint.

Art. 8. Les secrétaires assistent le président. Ils rédigent le procès-verbal de la réunion. Il conservent les archives du Conseil. En cas d'indisponibilité d'un secrétaire, le Président désigne un remplaçant parmi les agents de l'Inspection générale des Matières premières et Produits transformés.

Art. 9. A l'ouverture de chaque réunion, le procès-verbal de la réunion précédente est soumis à l'approbation du Conseil.

Les procès-verbaux approuvés sont signés par le président.

Art. 10. Les associations et secteurs représentés au Conseil sont obligés de signaler au président la révocation éventuelle du mandat de leur représentant.

En cas de poste devenu vacant, le président veille à ce qu'un nouveau membre soit désigné.

Art. 11. Le président règle la procédure de tout ce qui n'est pas prévu par le présent règlement.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 30 juin 1999.

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre du Budget chargé de l'Agriculture
et des Petites et Moyennes Entreprises,
H. VAN ROMPUY

F. 99 — 3298

[C — 99/16262]

9 JUILLET 1999. — Arrêté ministériel modifiant l'annexe III de l'arrêté royal du 3 mai 1994 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, chargé de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Vu la loi du 2 avril 1971 relative à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux;

Vu l'arrêté royal du 3 mai 1994 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux, notamment l'article 23;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Bijlage bij het ministerieel besluit van 30 juni 1999

Huishoudelijk reglement van de Raad van het Begrotingsfonds voor de grondstoffen.

Artikel 1. De voorzitter van de Raad bepaalt de plaats, de dag en het uur van de vergadering. Hij stelt eveneens de agenda vast.

Wanneer ten minste vijf leden erom verzoeken, is hij gehouden de Raad binnen de dertig dagen bijeen te roepen en de punten die in het verzoek tot bijeenroeping zijn opgegeven op de agenda te plaatsen.

Art. 2. De voorzitter of, in opdracht een secretaris, roept de leden van de Raad en de plaatsvervangers op bij gewone brief ten minste zeven werkdagen voor de vergadering.

De oproeping vermeldt de agenda.

Bij de oproeping wordt in voorkomend geval een dossier gevoegd.

Art. 3. In geval van hoogdringendheid :

- wordt ofwel de termijn van oproeping bedoeld bij artikel 2, eerste lid verminderd tot ten minste 72 uur. In voorkomend geval worden de oproeping en de dagorde per fax door de voorzitter of in opdracht, door een secretaris aan de leden en de plaatsvervangers medegedeeld;

- wordt ofwel de raadpleging van de effectieve leden schriftelijk georganiseerd.

Art. 4. Ieder lid dat de vergadering niet kan bijwonen, verzoekt onmiddellijk zijn plaatsvervanger hem op de vergadering te vervangen.

Art. 5. De aanwezigheid van een plaatsvervanger is enkel toegelaten bij afwezigheid van een effectief lid.

Art. 6. De vergadering kan niet beraadslagen over punten die niet op de agenda voorkomen, tenzij bij de aanwezige leden, een meerderheid enerzijds van de ambtenaren en anderzijds van de vertegenwoordigers van het beroep, zich akkoord verklaren met de agendawijziging.

Art. 7. De voorzitter opent en sluit de vergadering. Hij leidt de besprekingen en organiseert de stemming indien geen consensus wordt bereikt.

Art. 8. De secretarissen staan de voorzitter bij. Ze maken de notulen op van de vergadering. Ze bewaren het archief van de Raad. Ingeval een secretaris niet beschikbaar is, duidt de Voorzitter een vervanger aan uit de personeelsleden van de Inspectie-generaal Grondstoffen en Verwerkte producten.

Art. 9. Bij het begin van elke vergadering worden de notulen van de vorige vergadering aan de Raad ter goedkeuring voorgelegd.

De goedgekeurde notulen worden door de voorzitter ondertekend.

Art. 10. De verenigingen en de vertegenwoordigde sectoren in de Raad, zijn verplicht de voorzitter op de hoogte te brengen van het eventueel herroepen van het mandaat van hun vertegenwoordiger.

Ingeval een plaats vacant is, waakt de voorzitter ervoor dat er een nieuw lid wordt aangeduid.

Art. 11. Voor alles wat niet in dit reglement is bepaald, regelt de voorzitter de procedure.

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 30 juni 1999.

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Begroting, belast met Landbouw
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
H. VAN ROMPUY

[C — 99/16262]

9 JULI 1999. — Ministerieel besluit tot wijziging van bijlage III van het koninklijk besluit van 3 mei 1994 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting, belast met Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Gelet op de wet van 2 april 1971 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 mei 1994 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen, inzonderheid op artikel 23;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;